



PAR COURRIEL : justin.trudeau@parl.gc.ca

Le 29 décembre 2023

Le très honorable Justin Trudeau, C.P., député
Premier ministre du Canada
Cabinet du premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0A2

OBJET : Engagement stratégique du Canada dans le monde

Monsieur le Premier Ministre,

À l'aube de 2024, nous devrions prendre un moment pour reconnaître à quel point le monde a changé rapidement en quelques années à peine. L'ordre international est remis en question et ébranlé à bien des égards. Les guerres qui font rage en Europe et au Moyen-Orient menacent la paix et la sécurité planétaires. La propagation de la COVID-19 a mis en évidence notre vulnérabilité face aux pandémies et la fragilité des chaînes d'approvisionnement mondiales. La concurrence accrue entre les grandes puissances polarise de plus en plus la communauté internationale. On observe une diminution de la pertinence de nos institutions multilatérales et de leurs capacités. Tous ces facteurs concourent aux bouleversements profonds qui se répercutent sur nos relations internationales.

Il est évident que nous ne pouvons plus tenir pour acquises la stabilité et la paix internationales auxquelles le Canada a contribué après la Seconde Guerre mondiale. La situation actuelle requiert une évaluation objective de nos priorités sur la scène internationale ainsi qu'un recentrage de nos relations avec les autres pays.

La politique étrangère canadienne doit être résolument orientée vers les principales priorités stratégiques à long terme et les intérêts nationaux de notre pays. Malheureusement, exception faite de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, notre politique étrangère des dernières années semble souvent, au contraire, réactive et non ciblée. Nous concentrons trop souvent nos efforts sur des politiques destinées à susciter de bons sentiments plutôt que sur celles qui produiront de bons résultats.

Ces derniers mois, j'ai eu l'occasion de voyager dans toute la région indo-pacifique, où j'ai pu constater de visu les effets de notre politique étrangère. J'ai notamment eu le grand plaisir d'accompagner la ministre Mary Ng et les représentants commerciaux canadiens au sommet du B20 et à la réunion du Conseil des chambres de commerce du Japon et du Canada, qui se tenaient respectivement à New Delhi et à Tokyo. Ces activités menées en marge de la mission commerciale d'Équipe Canada au Japon visaient à mettre en valeur ce que l'industrie canadienne peut offrir à la région. Même si nos homologues là-bas nous ont bien accueillis, il ressort des échanges que j'ai eus avec des fonctionnaires et des chefs d'entreprise locaux que nos partenaires dans la région

1700 – 275 rue Slater Street
Ottawa, ON K1P 5H9
info@chamber.ca

Office of the President and Chief
Executive Officer

Cabinet du président et
chef de la direction

Chamber.ca     @CdnChamberofCom



considèrent de plus en plus le Canada comme un acteur bien intentionné, mais négligeable sur l'échiquier international. Nous avons observé le même sentiment au Forum Canada-Corée qui se déroulait à Séoul cet automne. À l'étranger, nous sommes souvent perçus comme ayant plus de bons mots que de bonne foi.

Cette perception a des conséquences importantes sur les activités du Canada dans la région indo-pacifique. Bien qu'il soit un pays du Pacifique, le Canada brille par son absence dans de nombreuses initiatives régionales de grande envergure. Citons, par exemple, notre absence de longue date au sein du Cadre économique indopacifique pour la prospérité, l'initiative économique qui regroupe 14 grands pays de la région indo-pacifique. En plus d'affaiblir notre positionnement économique dans la région, cette absence montre la manière dont bon nombre de nos partenaires régionaux considèrent notre pertinence dans la sphère internationale. Il en va de même dans le domaine de la sécurité nationale, comme en témoigne notre exclusion du partenariat de sécurité AUKUS et du dialogue quadrilatéral pour la sécurité, deux accords clés qui façonnent l'environnement de sécurité dans la région.

Je me réjouis de constater que le gouvernement reconnaît la nécessité de se concentrer plus résolument sur le monde tel qu'il se présente dans son état actuel. Dans le discours qu'elle a prononcé le 30 octobre dernier devant l'Economic Club of Canada, la ministre Mélanie Joly a mentionné avec justesse bon nombre des enjeux internationaux auxquels nous faisons face aujourd'hui ainsi que la nécessité d'adopter une politique étrangère plus sérieuse et plus lucide. Comme l'a souligné M^{me} Joly, la politique étrangère canadienne doit être orientée par les principes d'une défense vigoureuse de notre souveraineté et une approche pragmatique de la diplomatie.

Il faudra cependant agir sur plusieurs fronts pour corriger notre trajectoire actuelle. J'estime que les éléments présentés ci-après doivent également inspirer les principes fondamentaux de notre nouvelle approche en matière de politique étrangère.

Premièrement, dans un monde de plus en plus incertain et instable, le Canada doit exploiter son potentiel commercial. Les crises mondiales, notamment l'invasion de l'Ukraine et la pandémie de COVID-19, ont amené les gouvernements à se pencher sur la nécessité de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement internationales et de resserrer les liens économiques avec leurs pays partenaires. Nos partenaires internationaux prennent de plus en plus conscience de la capacité du Canada de contribuer à la sécurité alimentaire et énergétique, tout en participant grandement à la lutte contre les changements climatiques. Par ailleurs, comme l'ont indiqué de nombreux observateurs, la sécurité économique est aussi, et de plus en plus, une question de sécurité nationale. Ce changement offre au Canada une excellente occasion de devenir un fournisseur mondial fiable, mais nous devons nous montrer à la hauteur.

Alors que la communauté internationale cherche à réduire les risques qui pèsent sur les biens essentiels, le Canada peut et doit être prêt à répondre à la demande en tirant pleinement parti des avantages uniques et stratégiques dont il jouit dans les domaines de l'énergie, des minéraux critiques, des engrais et de l'agriculture. En outre, nous devons accorder la priorité aux infrastructures nécessaires au commerce, y compris les installations de gaz naturel liquéfié qui seront essentielles pour approvisionner l'Indo-Pacifique et l'Europe en énergie canadienne. Nous devons nous attaquer à ces enjeux et saisir ces possibilités en étant animés d'un sentiment d'urgence renouvelé.



Deuxièmement, le Canada doit montrer qu'il prend au sérieux ses engagements à l'égard des accords en matière d'économie et de sécurité qui sont à la base de l'ordre international. Notre pays a contribué à l'établissement de cet ordre dans l'après-guerre, contribuant par le fait même à préserver les conditions qui ont permis au Canada et à d'autres démocraties de prospérer. La préservation de l'ordre international est une question d'intérêt fondamental pour notre pays.

Nous devons défendre résolument l'ordre international, qui repose sur une action concertée et un système fondé sur des règles. Il nous faut donc continuer de jouer un rôle actif dans le système commercial multilatéral, notamment en déployant des efforts continus pour réformer l'Organisation mondiale du commerce et en adhérant à de nouveaux accords économiques tels que le Cadre économique indo-pacifique pour la prospérité. Alors que les discussions se poursuivent au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'approche unilatérale que nous avons adoptée dans des dossiers comme celui de la taxe sur les services numériques ne fait que nuire à nos relations multilatérales, en plus d'exposer notre économie à des risques de représailles. Au chapitre de la défense et de la sécurité, le Canada doit respecter ses principaux engagements pour éviter d'être considéré comme un partenaire peu fiable. En particulier dans le contexte de sécurité actuel, il nous faut prioriser la réalisation de l'objectif de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord selon lequel nous sommes tenus de consacrer au moins 2 % de notre produit intérieur brut à la défense afin de contribuer à la disponibilité opérationnelle à l'échelle de l'Alliance et d'assumer une plus grande responsabilité dans le maintien de la sécurité et de la souveraineté de notre pays.

La reconnaissance du poids des relations que nous entretenons en Amérique du Nord, en particulier avec les États-Unis, est un troisième élément de base à prendre en considération. Toute entreprise qui réalise environ les deux tiers de son chiffre d'affaires avec un seul client déploierait tous les efforts possibles pour maintenir et renforcer cette relation. Le même principe devrait s'appliquer aux relations du Canada avec son voisin du Sud, qui joue un rôle tellement important dans de nombreux aspects de notre vie nationale. Toutefois, depuis quelques années, Washington considère de plus en plus que ses relations bilatérales ne sont pas stratégiques, mais plutôt transactionnelles. Ce changement a de graves répercussions pour le Canada, d'autant plus que notre principal partenaire commercial entre dans une année électorale au cours de laquelle les politiciens américains pourraient bien rivaliser afin de montrer qu'ils sont plus protectionnistes que leurs adversaires. En 2026, les trois signataires de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) seront appelés à indiquer s'ils sont favorables au maintien de cet accord vital. Pour préparer le terrain dès maintenant au bénéfice de notre pays, tous les ordres de gouvernement et le secteur privé doivent mener une campagne de sensibilisation concertée afin de montrer à la population américaine pourquoi il est important pour elle de maintenir une saine relation avec le Canada. Ce serait une terrible erreur de penser que nous pouvons attendre jusqu'en 2025 pour assurer le maintien de cet accord.

Dans un an, l'attention du monde entier se tournera vers le Canada, qui assumera de nouveau la présidence du G7. Notre pays aura ainsi l'occasion de faire preuve de leadership à l'échelle internationale et de contribuer à la définition du plan d'action mondial. À l'approche de la nouvelle année, il est important que notre politique étrangère repose sur une compréhension claire des enjeux auxquels nous faisons face et de nos intérêts stratégiques sur la scène internationale.



La Chambre de commerce du Canada préconise depuis longtemps l'exploitation du potentiel international du pays. Nous soutenons nos entreprises en faisant la promotion de leurs intérêts, en les aidant à se positionner dans les marchés mondiaux et en représentant le Canada dans les grandes tribunes multilatérales. Le milieu des affaires canadien reconnaît que notre prospérité collective à long terme est étroitement liée à notre engagement dans le monde.

Vous remerciant de l'attention que vous porterez à ces enjeux cruciaux, nous nous tenons prêts à aider votre gouvernement, de quelque manière que ce soit, pendant qu'il réfléchira à l'adoption d'une approche renouvelée pour les interactions de notre pays avec le reste du monde.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma très haute considération.

L'honorable Perrin Beatty, C.P., O.C.
Président et chef de la direction
Chambre de commerce du Canada

c.c. : L'honorable Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères (melanie.joly@parl.gc.ca)
L'honorable Mary Ng, ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique (mary.ng@parl.gc.ca)
L'honorable Bill Blair, ministre de la Défense nationale (bill.blair@parl.gc.ca)